

LOI

Relative aux Régimens & autres Troupes foldées des Colonies.

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la Loi constitutionnelle de l'État, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée Nationale a décrété, & Nous voulons & ordonnons ce qui suit:

DÉCRET de l'Assemblée Nationale, du 11 juillet 1791.

L'Assemblée Nationale, oui le rapport de son Comité de marine, décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les régimens & bataillons coloniaux des Isses-de-France, de Bourbon, Pondichery, Port-au-Prince, du Cap, la Martinique, la Guadeloupe, la Guyanne, d'Afrique, Cast folio FIRC

LERARY ...

Saint-Pierre & Miquelon, le bataillon auxiliaire, ainsi que l'artillerie des colonies & les six compagnies de Cipayes de Pondicheri, & toutes autres troupes soldées employées à la désense des colonies & des possessions nationales hors du royaume, seront à l'avenir sous la direction du département de la guerre.

II.

Le Comité militaire présentera incessamment les articles nécessaires pour la remise des sonds que le département de la marine doit saire au département de la guerre pour l'entretien de ces troupes, & pour déterminer le rang que les officiers des colonies doivent prendre dans l'armée.

Mandons & ordonnons à tous les Tribunaux, Corps administratifs & Municipalités, que les préfentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme Loi du Royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les Officiers généraux & autres, qui commandent les Troupes de ligne dans les dissérens départemens du Royaume, comme aussi à tous les Officiers, Sous-officiers & Gendarmes de la Gendarmerie nationale, & ensin aux Officiers généraux de la Marine, aux Commandans des ports & arsenaux, aux Gouverneurs, Lieutenans généraux, Gouverneurs & Commandans particuliers des colonies

orientales & occidentales, & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer ponctuellement à ces présentes. En soi de quoi le Sceau de l'État a été apposé à cesdites présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

En vertu des Décrets des 21 & 25 juin dernier: Pour le Roi. Signé M. L. F. DUPORT.

Certifié conforme à l'originals

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCC. XCL

e de la companya de la companya de la companya pulla companya c